



---

Conseil de sécurité de l'ONU

## Briefing sur le Soudan

New York, le 9 août 2023

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Je remercie la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, Martha Pobee et la Directrice des opérations d'OCHA, Edem Wosornu, pour leurs exposés émouvants. Je salue également la présence du représentant permanent du Soudan. Tout d'abord, je tiens à exprimer ma gratitude à l'ensemble du personnel de l'ONU pour ses efforts inlassables, et réaffirme le plein soutien de la Suisse à la MINUATS et au Représentant spécial du Secrétaire général, Volker Perthes.

La dernière fois que nous nous sommes réunis dans cette chambre pour discuter de la situation au Soudan, nous avons fait part de nos préoccupations communes concernant la poursuite des combats, qui plongerait le Soudan dans une catastrophe humanitaire. Depuis, la situation s'est encore nettement détériorée et nous sommes témoins d'une nouvelle escalade de la violence accompagnée de graves violations du droit international.

Face à cette situation, j'aimerais souligner trois points :

Tout d'abord, il est inacceptable que ce conflit soit mené sans égard au prix payé par la population. Nous condamnons avec la plus grande fermeté la violence et les attaques persistantes contre les civils. Du Darfour nous parviennent des allégations alarmantes de meurtres à caractère ethnique, d'exécutions sommaires et de violences sexuelles et basées sur le genre commises en premier lieu par les Forces de soutien rapide (RSF) et des milices alliées. De graves violations des droits de l'enfant sont commises quotidiennement. Nous appelons toutes les parties à impérativement respecter le droit international humanitaire et les droits humains. Il est primordial que les responsables répondent de leurs actes afin de rendre justice aux victimes et en vue d'empêcher qu'ils ne se reproduisent à l'avenir. Nous sommes reconnaissants à celles et ceux qui risquent leur vie pour documenter les faits sur le terrain. La Suisse se joint aux appels en faveur des enquêtes approfondies, impartiales et indépendantes sans délai sur toutes les allégations de violations et d'abus des droits humains et les violations du droit international humanitaire. En outre, la recrudescence des violences dans le Kordofan du Nord et du Sud ainsi que dans le Nil Bleu ne fait que contribuer à l'aggravation du conflit.

Deuxièmement, nous appelons à nouveau les Forces armées soudanaises (SAF) et les RSF à faciliter un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave aux civils dans le besoin, et à protéger le personnel et les infrastructures médicales, conformément au droit international humanitaire et à la *Déclaration de Jeddah*. Près de quatre millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, ont fui le conflit à la recherche de protection et de biens essentiels. Et les

chiffres ne cessent d'augmenter. Des millions de personnes sont au bord de la famine à cause du conflit, comme nous l'avons souligné dans notre intervention lors du débat ouvert jeudi dernier. Nous saluons le fait que les pays de la région aient accueilli les personnes fuyant le conflit et nous faisons écho de l'appel des derniers mois pour que les frontières demeurent ouvertes. La Suisse continuera à soutenir les efforts humanitaires au Soudan et dans la région.

Troisièmement, nous appelons les parties à reprendre les négociations en vue d'un cessez-le-feu durable et à s'engager de bonne foi. À cet égard, la Suisse salue les efforts diplomatiques actuellement déployés. Une coordination étroite et une complémentarité de ces initiatives sont impératives afin d'obtenir des résultats durables et d'arrêter la spirale de violence et de destruction. Dans la perspective d'un éventuel retour à un processus politique, la participation des actrices et acteurs civils de manière inclusive dans la recherche de toute solution est primordiale.

Madame la Présidente,

Les souffrances du peuple soudanais ne cesseront que lorsque les combats prendront fin. Nous tous, membres de ce Conseil, devons redoubler nos efforts pour mettre fin à ce conflit dévastateur. Il est essentiel que ce Conseil soit uni sur cette question afin de pleinement soutenir les efforts de médiation en cours. La Suisse reste aux côtés du peuple soudanais pour réaliser ses aspirations à la paix, à la justice et à la gouvernance démocratique.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Madame President,

I would like to thank the Assistant Secretary-General for Africa, Martha Pobee, and the Director of Operations of OCHA, Edem Wosornu, for their moving presentations. I also welcome the presence of the Permanent Representative of Sudan. First of all, I would like to express my gratitude to all UN staff for their tireless efforts, and reaffirm Switzerland's full support for UNITAMS and the Special Representative of the Secretary-General, Volker Perthes.

The last time we met in this chamber to discuss the situation in Sudan, we expressed our shared concern that the continued fighting could plunge Sudan into a humanitarian catastrophe. Since then, the situation has deteriorated further and we are witnessing a new escalation of violence accompanied by serious violations of international law.

In this context, I would like to highlight three points:

Firstly, it is unacceptable that this conflict is being waged with no regard for the price being paid by the population. We condemn in the strongest possible terms the continuing violence and attacks against civilians. From Darfur we are receiving alarming allegations of ethnic killings, summary executions and sexual and gender-based violence committed primarily by the Rapid Support Forces (RSF) and allied militias. Serious violations of children's rights are committed on a daily basis. We call on all parties to respect international humanitarian and human rights law. It is essential that those responsible are held accountable for their actions in an effort to bring justice to the victims and prevent future violations. We would like to recognise

those who risk their lives to document the facts on the ground. Switzerland joins the calls for thorough, impartial, independent and timely investigations into all allegations of human rights violations and abuses and violations of international humanitarian law. In addition, the resurgence of violence in North and South Kordofan and in Blue Nile only contributes to the worsening of the conflict.

Secondly, we reiterate our call on the Sudanese Armed Forces (SAF) and the RSF to facilitate safe, rapid and unhindered humanitarian access to civilians in need, and to protect medical personnel and facilities, in accordance with international humanitarian law and the Jeddah Declaration. Nearly four million people, half of them children, have fled the conflict in search of protection and essential goods. The figures keep rising. Millions of people are on the brink of starvation as a result of the conflict, as we pointed out in our intervention in the open debate last Thursday. We welcome the fact that countries in the region have welcomed people fleeing the conflict, and we reiterate the calls made in recent months for borders to remain open. Switzerland will continue to support humanitarian efforts in Sudan and the region.

Thirdly, we call on the parties to resume negotiations in good faith with a view to reaching a lasting ceasefire. In this respect, Switzerland welcomes the current diplomatic efforts. Close coordination and complementarity of these initiatives are essential if lasting results are to be achieved and the spiral of violence and destruction halted. With a view to a possible return to a political process, the inclusive participation of civilian actors is essential.

Madam President,

The suffering of the Sudanese people cannot end until the fighting ceases. As members of this Council, we must therefore redouble our efforts to bring an end to this devastating conflict. A united Council is critical to ensure we can fully support ongoing mediation efforts. Switzerland remains committed to working alongside the Sudanese people to realise their aspirations for peace, justice and democratic governance.

Thank you.